

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2018)  
**Heft:** [2]: Numéro Thématique 2

**Artikel:** Genève multiplie les remparts contre la criminalité informatique  
**Autor:** Niggli, Nicholas  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-823462>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

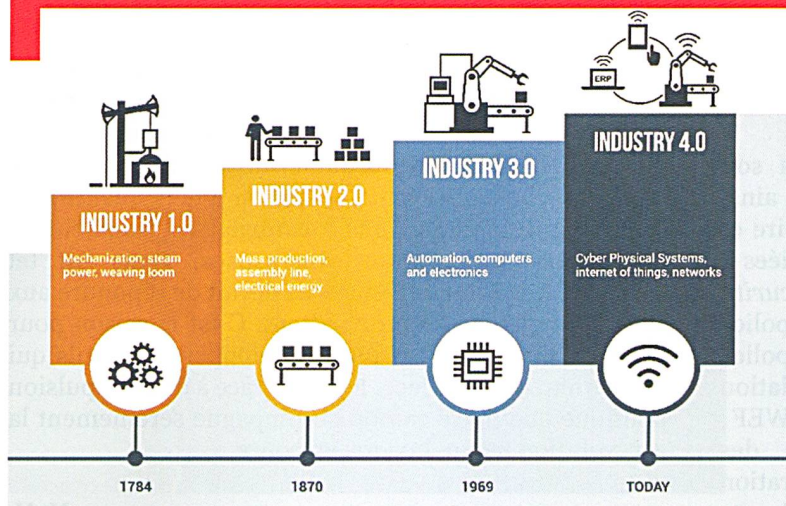
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 19.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



L'économie évolue et est de plus en plus interconnectée. La sécurité n'est plus aujourd'hui seulement une question de barrières et de contrôles d'identités. Les réseaux et les échanges doivent être protégés.

*Cyber*

## Genève multiplie les remparts contre la criminalité informatique

### Nicholas Niggli

Directeur général, Développement économique, de la recherche et de l'innovation, République et canton de Genève

Le canton de Genève investit de manière significative dans le numérique et la cybersécurité. Il s'implique activement dans la prévention contre la cybercriminalité, ainsi que dans l'information à la population et aux entreprises. Grâce à sa volonté de soutenir l'innovation et avec l'accueil du Global Centre for Cybersecurity, le canton se profile en tant que promoteur d'un espace numérique durable, favorisant de nouveaux espaces de dialogue et de réglementations.

Aujourd'hui, que ce soit à titre individuel ou collectif, nous sommes toutes et tous concernés par la criminalité informatique. La question n'est pas tant de savoir «si», mais bel et bien «quand» nous serons touchés par des attaques perpétrées sur le net. Pour contrer les cyberagressions et protéger ses administrés, l'Etat de Genève a décidé d'agir.

Le Département de la sécurité (DS), sous la conduite du Conseiller d'Etat, M. Pierre Maudet, a ainsi organisé de nombreux événements destinés à trouver des solutions pour limiter les risques accompagnant l'usage du Web. La Brigade de criminalité informatique (BCI) de la police cantonale genevoise y a présenté le dispositif mis en ligne pour répondre aux craintes et interrogations du public en matière de cybercriminalité. Il s'agit d'un formulaire, disponible sur [cybersecurity.ge.ch](http://cybersecurity.ge.ch), qui permet aux utilisateurs de signaler les incidents relatifs à la criminalité sur Internet. Il va sans dire que ce dispositif ne remplace par une plainte pénale, mais il offre aux citoyens la possibilité d'interpeller directement les autorités et fait gagner du temps dans la résolution des incidents, sur un réseau mondial en perpétuel évolution et mutation. Grâce à cet outil, les agressions potentiellement graves peuvent être gérées rapidement, tout comme les incidents informatiques relativement anodins.

Dorénavant, les forces de l'ordre disposent d'un outil de veille et de mise à jour de leurs registres, pour alerter les entreprises et les particuliers sur la réalité des dangers,

leur évolution ainsi que sur le nombre exact, le type, la variété, la nature et la rapidité des attaques perpétrées. En fonction du problème signalé, le demandeur est orienté vers un service spécialisé et est conseillé sur les moyens de protection à mettre en oeuvre. Tous les signalements sont analysés de manière à détecter des séries ou des phénomènes. Au besoin, des avis, voire des alertes, sont également communiqués aux médias. Le canton collabore également avec les instances de la police fédérale: le service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet (SCOCI) et la centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI).

Cette plateforme collaborative est renforcée par un matériel de prévention, développé en collaboration avec la Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI), placé sous l'égide du Département présidentiel, à l'intention des entreprises qui souhaitent faire de la prévention auprès de leurs employés pour se prémunir des cyberattaques les plus fréquentes. L'Etat de Genève met à leur disposition une boîte à outils numérique qui permet de répondre à toutes les questions en matière de cybersécurité.

Les efforts du canton sur le plan de la sécurité informatique ne s'arrêtent pas là. Son engagement lors d'événements et actions de sensibilisation auprès des entreprises et du grand public va s'intensifier ces prochains mois. Grâce à son statut d'hôte de la Genève internationale, le canton est un lieu de dialogue et d'échange pour bon nombre d'organisations actives dans la cybersécurité. Son haut niveau de sécurité numérique place le canton dans un rôle de partenaire crédible pour discuter les bonnes pratiques et l'élévation des standards internationaux dans le domaine. Le World Economic Forum (WEF) l'a d'ailleurs bien compris en annonçant la création d'un centre de cybersécurité mondial basé à Genève: le Global Centre for Cybersecurity, qui a pour but d'aider les gouvernements à se protéger des attaques



informatiques et à instaurer une collaboration globalisée autour des défis liés à la cybersécurité.

Cette nouvelle plateforme du WEF concentrera son action sur l'élaboration d'un cadre réglementaire, ainsi que sur son positionnement en tant que laboratoire et groupe de réflexion prospectif sur les questions liées à la cybersécurité. Le *Global Centre for Cybersecurity* travaillera en étroite collaboration avec la police genevoise et l'organisation internationale de police (INTERPOL) sur trois axes principaux : la consolidation des initiatives de cybersécurité existantes du WEF ; la création d'une bibliothèque indépendante des meilleures cyberpratiques ; et l'aide à l'amélioration des connaissances de cybersécurité des différents partenaires.

Plus que jamais, l'interconnexion croissante des infrastructures des entreprises et des données personnelles est une condition nécessaire pour profiter de tous les avantages du numérique, mais le maillage d'informations ainsi échangées ainsi que la quantité de réseaux informatiques mis à contribution augmentent les risques associés au cyberspace. Dans un tel contexte, le canton de Genève se devait de répondre aux défis sécuritaires qui en résultent. C'est la raison pour laquelle, il s'est investi pour développer des outils qui permettent d'y faire face. Et c'est grâce à cette impulsion politique que notre canton accompagne sereinement la 4<sup>e</sup> révolution technologique en cours.

N. N.

